

PHAS
Projet d'histoire de l'activisme
sida

Transcription d'entretien 2016.004

Sujet :	Roger Leclerc
Entretien réalisé par :	Alexis Shotwell et Jordan Arseneault
Endroit :	Montréal, Québec
Date :	8 février 2016

le 8 février 2016

Personnes présentes : Roger Leclerc – RL
Alexis Shotwell – AS
Jordan Arseneault – JA

[DÉBUT DE LA TRANSCRIPTION]

JA : Alors on est le lundi 8 février à Montréal, en 2016, moi Jordan Arseneault, je suis avec la directrice du projet aidsactivhistory.ca, Alexis Shotwell, et notre participant d'aujourd'hui, Roger Leclerc, à Verdun, plus particulièrement. On est là d'abord pour dire, comme j'ai peut-être déjà expliqué au téléphone, que le projet se concentre vraiment sur les années de la fin '80 jusqu'en '96 et que tu n'es pas obligé de répondre à chacune des questions. Tu es libre de substituer, modifier, ou ignorer quelque question que ce soit.

RL : Petite question, pourquoi vous arrêtez en '96? C'est l'arrivée des médicaments? C'est ça? Non, mais c'est correct, il faut bien que ça finisse un jour.

AS : Oui c'est ça, mais on peut parler de choses [autres]. Il y a, il y a un grand changement dans l'activisme.

RL : Oui, à partir de là oui effectivement.

JA : On a vu, je pense, bien que ça diffère beaucoup, mais, je pense que c'était une année charnière pour plusieurs raisons.

RL : Oui, tout à fait, chute des décès, arrivée des médicaments.

AS : Exactement.

RL : Espoir, ce que l'on n'avait pas du tout [avant].

JA : Établissement d'ONG (Organisation Non Gouvernementale).

RL : Oui, c'est ça.

JA : Tout ce que... tu connais presque mieux que moi.

RL : Structuration complétée, oui, oui.

JA : Alors c'est à peu près ça, mais aussi il y aura des questions à la fin relatives à l'après HAART (Highly Active Antiretroviral Therapy).

RL : Ok.

JA : Alors, on est à l'écoute. La première [question] serait : À quel moment et comment avez-vous entendu parler du sida pour la première fois?

RL : C'était au début des années '80 par les médias. D'abord, *cette maladie qui tuait des gays*, c'est comme ça qu'on l'appelait, que l'on n'avait pas identifié comme étant le sida, mais c'était cette peste qui détruisait notre communauté. On commençait à cette époque-là, pas beaucoup, mais on commençait un peu à en avoir à Montréal. Mais vraiment, j'ai entendu parler du sida quand mon conjoint est décédé en 1980. Le sida n'était pas nommé encore. Il est décédé d'une pneumonie au troisième étage d'un hôpital qui devait être à Ville LaSalle je pense, je ne me souviens plus. Je n'ai plus de souvenirs de l'hôpital, j'ai des souvenirs de l'étage où il était, où il était le seul malade, avec une infirmière gantée au poste d'accueil, gantée, masquée et [je me souviens] que nous, pour rentrer dans la chambre, on devait porter ce masque. Alors c'était assez une catastrophe parce que c'était soudain; il est décédé en deux mois. Il a commencé par être malade et deux mois plus tard il était mort. Il avait trente ans, il allait avoir trente ans, il est décédé une semaine avant son trentième anniversaire. On était conjoints, mais on n'habitait pas ensemble à l'époque. J'étais en Estrie et lui était ici à Montréal. Le lendemain du décès, sa famille, qu'il n'avait pas vu vraiment depuis bien des années, qu'il voyait de temps à autre, sa mère surtout, mais très peu, sa famille est débarquée dans l'appartement pour tout vider, liquider. Il y avait une question de bail, ils étaient pressés pour ne pas payer le loyer inutilement. Je pense que ce qui m'a choqué au-delà du deuil, c'est que sa famille le récupérait, l'enfant maudit, le gai, maudit, tout à coup, par ce qu'il était mort, eux pouvaient établir un lien avec lui et tout ce qui était gai devait disparaître. Aux funérailles, il y a un curé qui faisait toujours un petit discours pour le décès et qui a parlé d'André, de façon... toujours très belle : « Quel être merveilleux, bla-bla-bla. » Et moi [j'étais] assis à l'arrière, parce que je n'étais plus reconnu par la famille, je n'étais rien, j'étais un ami parmi tant d'autres. J'entendais tout ça puis ça m'a tellement mis en colère de voir que sa vie était niée, et que la mort était une façon pour la famille de le récupérer. Ça m'avait blessé énormément, ça m'a pris... bon, enfin. Donc, c'est la première fois où j'ai vraiment été en contact avec le sida.

Pendant qu'il était vivant, à l'époque MARC/ARMS (Montreal AIDS Resource Committee/Association des Ressources Montréalaises contre le Sida) existait ici à Montréal, mais c'était le balbutiement [de cet organisme], ils n'avaient pas de subvention, ils n'avaient rien. Ils avaient un groupe de parole auquel André est allé [quelques] fois, mais il était revenu en me disant : « Non, c'est du bla-bla-bla, ça ne vaut rien, je n'ai pas d'affaires là, de toute façon, j'ai pas cette peste-là, ce n'est pas ça. » Alors il avait arrêté. Ça a été mes premiers contacts, qui n'étaient pas très positifs, avec l'organisme, par André. André était insatisfait donc j'étais insatisfait, je n'ai pas poussé plus loin ma requête et puis il est décédé. Alors, j'ai été quelques années à me remettre de ce deuil, de cette rage qui m'habitait, parce que c'était vraiment ça, de voir qu'il était nié, que son essence était niée comme gai, et comme maladie; parce qu'il n'était surtout pas mort de cette peste-là. Plus tard, je connaissais, je savais que le CSAM (le Coalition SIDA Aide Montreal) existait à l'époque parce que MARC/ARMS s'était transformé en CSAM et était allé chercher un petit peu de formation. Alors c'était le début des groupes; il y avait CPAVIH (Comité des Personnes Atteintes du VIH du Québec) qui était au début à l'intérieur de CSAM, mais qui s'en est dissocié rapidement. Je savais que ça existait, mais ça ne me concernait pas, je ne me sentais pas et je ne voulais pas être concerné, c'était trop difficile, trop pénible. Plus tard, il y a eu des maisons d'hébergement pour

personnes atteintes qui ont été créées, dont Chez Ma Cousine Evelyn, qui était une maison [qui a été fondée par une] amie de mon conjoint de l'époque, Ken Morrison, que vous avez sans doute essayé de rejoindre. Alors je vivais avec Ken, mais moi j'étais toujours en Estrie, mais à cette époque-là j'avais déménagé à Montréal, mais on ne cohabitait pas, c'était... la relation avec Ken a toujours été très particulière disons. [rires] Alors, Ken à un moment donné m'a dit : « Bien il y a Chez Ma Cousine Evelyn qui va fermer et ils auraient besoin de quelqu'un au conseil d'administration. Voudrais-tu y aller? » Parce que j'avais toujours travaillé dans des organismes de défense de droits avant, en dehors du sida complètement, j'avais accepté [et ceci] dans l'optique où Chez Ma Cousine Evelyn allait fermer. Donc j'allais procéder à la fermeture de l'organisme, dans mon esprit c'était ça, donc ça devait être court.

JA : C'était parce qu'on ne s'attendait pas [à ce que] l'épidémie prenne plus d'envergure?

RL : Non, on était à ce moment-là en pleine crise, ça mourait allègement et beaucoup de personnes étaient atteintes. Ça mourait dans les maisons d'hébergement, à l'époque il n'y en avait pas beaucoup, je pense qu'il y avait deux ou trois maisons qui existaient, pas plus que ça à Montréal, dont Chez Ma Cousine Evelyn qui devait fermer parce qu'ils n'avaient pas de subvention parce qu'à l'époque il n'y avait pas d'argent. On a commencé à avoir de l'argent pour le sida au Québec quand une femme hétérosexuelle a été atteinte. Avant ça il n'y avait rien, et là tout à coup, la ministre de la Santé de l'époque, devant ce décès d'une bonne femme hétérosexuelle qui avait été contaminée par un homme qui avait une vie homosexuelle, là ça devenait sérieux, ça devenait dangereux pour la société. Tant que c'était des gais puis des toxicomanes et des noirs, cela n'avait pas beaucoup d'importance, mais là tout à coup [ça en avait]. Alors il a commencé à y avoir un peu d'argent, mais Chez Ma Cousine Evelyn, il y avait très peu d'argent à l'époque et [cet organisme] n'avait pas réussi à être financé. Le conseil d'administration de la corporation à cette époque-là probablement n'avait pas les compétences et les connaissances pour naviguer dans tout ce beau monde. Ils fonctionnaient plus dans un esprit de charité, c'est-à-dire : « La communauté va prendre soin de nous. » Et là on est en plein cœur de la différence entre la communauté anglophone et la communauté francophone; du côté francophone, au moment de la Révolution tranquille, on a fait un choix collectif, que l'État allait jouer ce rôle. On s'est donc retirés des églises qui étaient les supports comme c'est resté du côté des communautés anglophones où l'église a toujours, encore aujourd'hui, un rôle très important. Dans les communautés culturelles, l'église est le centre de soutien. Alors qu'ici le choix a été fait, je dirais au début des années '70, très clairement, que c'était l'État qui devait s'occuper de ça. Donc il y a eu de l'argent mis à la disposition des organismes, mais Chez Ma Cousine Evelyn, qui était de culture anglophone, n'avait jamais été vérifié de ce côté-là. Donc, ils étaient exclus, ils n'avaient plus d'argent et ils devaient fermer leurs portes.

JA : Et ça, c'était environ à quelle date que tu as été sollicité pour le conseil d'administration?

RL : CSAM existait, CPAVIH existait, il y avait une maison d'hébergement qui existait à Montréal, oh mon Dieu, les dates et moi là l'on n'est pas très copains.

JA : Parce qu'on avait comme une suite de questions pour un peu nous amener là, Chez Ma Cousine Evelyn, selon ma mémoire, c'était peut-être '90?

RL : L'historique... '84-85 je dirais.

JA : Ah, même plus tôt que ça... ok, d'accord.

RL : Oui, avec d'autres, on a recréé Chez Ma Cousine Evelyn qui à ce moment-là s'est adressé aux toxicomanes actifs itinérants vivant avec le VIH, mais là ça c'était beaucoup plus tard. Alors je suis arrivé Chez Ma Cousine, ça devait être en '84-85 dans ces eaux-là, et on a fermé effectivement la ressource, mais la corporation je l'ai toujours maintenue vivante. À l'époque, il restait deux ou trois membres du C.A. [conseil d'administration] dont Evelyn, mais elle se retirait, elle avait maintenu cette maison à bout de bras, pendant des années, en faisant des études à McGill, je crois. Alors elle [disait] : « Oui je laisse mon nom là, mais, je suis *fed up* », mais on avait maintenu la corporation. Et c'est comme ça que je suis arrivé au conseil d'administration de CSAM. Encore une fois par Ken Morrison qui m'a dit : « CSAM est là, il faut s'en occuper. » Et là, en étant Chez ma cousine, et en côtoyant plus ce mouvement sida, je m'étais probablement réconcilié avec le décès d'André, mais j'avais toujours conservé cette rage de : « C'est pas possible qu'on me nie, ce n'est pas possible qu'on nie mon existence sous prétexte que je meurs d'une maladie. » Mais je dirais, c'est de la même façon que, bon, j'ai été marié, j'ai eu deux enfants, le jour où j'ai repris conscience de mon homosexualité, ça a été une cassure dans ma vie; c'est-à-dire, à ce moment-là j'ai affirmé que j'étais homosexuel et je dis toujours en blaguant : « Ça a été merveilleux parce que j'ai éliminé 90% des imbéciles de ma vie », alors c'est extraordinaire. [rires]

Tout à fait comme le même processus je dirais, que j'ai fait en affirmant mon homosexualité autour de '75-76 et en disant publiquement, même auprès de mes enfants : « *That's it*, c'est comme ça, puis si vous n'aimez pas ça, allez voir ailleurs. » De la même façon, quand j'ai commencé à m'occuper du sida Chez ma cousine et chez CSAM en plus, après, ça a été : « C'est pas vrai, je suis là, j'existe et vous allez me prendre ou bien vous allez disparaître, je ne peux pas tolérer que vous niez ce que je suis. » Pour moi, à partir de là, ça a toujours été très lié la défense des droits des homosexuels et la question du VIH. Pour moi il y avait une connexion directe, qui s'est confirmée par la suite, avec [les recherches de] la Cohorte Omega dont on pourra peut-être parler, mais c'était nécessaire pour moi, vital, qu'on reconnaisse l'homosexualité pleinement si on voulait prévenir le sida. Parce qu'il y avait l'aspect curatif dont je m'occupais avec Chez Ma Cousine Evelyn, puis ça a duré, mais j'ai toujours été très proche et très préoccupé par tout l'aspect prévention et compréhension de comment et pourquoi, ça nous affecte nous les gais, les noirs, les marginalisés en fait. Pourquoi les gens exclus se retrouvent encore plus exclus à cause du VIH. Alors mon travail a toujours porté là-dessus. Tous les gestes que j'ai posés étaient pour faire reconnaître nos droits comme gais, comme séropositifs, reconnaître les droits pour redonner la dignité qui va faire que je vais me protéger. Ça n'exclut pas les accidents puis ça n'exclut pas cinquante-deux mille autres raisons, mais à l'époque on était persuadés que le sida, pas dans les années 80, mais je dirais vers les années '88-89-90, on était persuadés que c'était une façon de se suicider. Les gens marginalisés en avaient tellement marre d'être marginalisés que l'on décidait de se suicider et le sida était une des voies, l'alcoolisme était une autre des voies, la dépendance au

sexe était une autre des voies, tout le phénomène des grandes folles, était une façon extravagante d'outrepasser la limite si tu veux... Les grandes folles, ce n'est pas une façon de se suicider, mais c'est une façon théâtrale de pousser l'homosexualité à son extrême dans le sens : « Tu penses que je suis comme ça? Bien regarde, je vais te le montrer, oui je suis comme ça puis voilà le spectacle. » Pour moi, toute cette volonté de « suicide » entre guillemets, qui ne s'est pas avérée par la suite, on a réalisé qu'on s'était trompés complètement, mais toute cette idée de suicide était reliée directement à une mauvaise estime de soi. Alors ça a été ça mon cheminement, je suis arrivé d'abord touché très personnellement, bouleversé, et par la suite par accident, mais il n'y a pas d'accident. On m'a demandé d'aller siéger au conseil d'administration d'un organisme agonisant, j'ai dit oui, mais ce n'était pas innocent et Ken savait très bien ce qu'il faisait, il savait très bien que s'il mettait la main dans l'engrenage que le reste du corps y passerait.

JA : Alors juste pour essayer de décortiquer un peu, la mort d'André, c'était avant la découverte?

RL : Du sida.

JA : Du VIH, avant la découverte du virus?

RL : Quand il est décédé, le mot sida était apparu dans les médias, mais on était loin d'avoir identifié le VIH, on était loin, on avait identifié un virus que l'on n'avait pas nommé, on avait identifié un virus qui était responsable de ces maladies-là. Alors quand André est mort on était à cette étape-là, ce n'était pas le VIH, il était mort d'un virus, la peste gaie, il était mort de ça.

JA : Puis est-ce que tu te rappelles de quelles publications traitaient du sida? Tu parlais des médias, est-ce que c'était des grands médias, des locaux, c'était RG [revue]?

RL : C'était RG, c'était Fugues (Le magazine des gais et lesbiennes du Québec) plus.

JA : Fugues et RG.

RL : Moi je lisais Fugues à l'époque. Alors c'était plus Fugues qui accordait à l'époque beaucoup d'importance à toute la question de cette peste gaie, qui l'abordait un peu dans le sens politique, mais surtout dans le sens dramatique, c'est à dire on voyait le monde mourir. C'était ma source principale, la Presse, le Devoir, puis les médias électroniques, mais pas beaucoup électroniques, on n'en parlait pas beaucoup, il y avait un reportage de temps à autre qui disait : « Bon, il y a tant de personnes qui sont mortes de la peste gaie en Californie. », c'est comme ça qu'on nous en parlait. Dans les grands médias, on ne parlait pas beaucoup de ce qui arrivait à Montréal. Ça, on le voyait plus dans le Fugues.

JA : Et puis, tu parlais de ce *coming out* en 1975-76, alors avant le [bar] Truxx, quelles étaient tes expériences d'engagement politique avant le sida, qui auraient peut-être alimenté ta militance?

RL : Il y en a beaucoup, j'ai toujours été dans des organismes communautaires, toute ma vie. J'avais travaillé à l'époque beaucoup, c'est-à-dire, dans mes premières années, puis à l'âge que j'ai, ça remonte à loin, j'ai commencé à travailler en '67. J'ai commencé à travailler comme journaliste, j'ai été journaliste trois ans, puis après j'en avais marre d'être un spectateur, je voulais devenir un acteur, pas juste raconter la misère du monde, mais intervenir. Et donc j'ai tout de suite travaillé dans des organismes communautaires, dans des télévisions communautaires, qu'on appelait à l'époque, ce n'était pas les câblodiffusions là, c'était vraiment des groupes sociaux qui se regroupaient, des individus d'une communauté qui produisaient eux-mêmes leurs émissions et nous on était engagés comme animateurs, pas animateurs télé, mais animateurs de la communauté. C'est probablement là que j'ai fait pour les premières fois de la défense de droits concrète, défendre des assistés sociaux, défendre des familles monoparentales. À l'époque je travaillais beaucoup avec des femmes monoparentales, j'ai fondé une garderie pour répondre à ce besoin, une garderie coopérative. Mais en même temps c'est l'époque où mes enfants étaient jeunes et ils arrivaient à l'école, c'est-à-dire qu'ils arrivaient à l'âge où il fallait les mettre en garderie, leur mère travaillait et moi aussi, et il n'y avait pas de garderie. Alors j'en ai fondé une. [rires]

JA : À Sherbrooke?

RL : À Victoriaville à l'époque, j'ai fondé une garderie et j'ai fondé une coopérative alimentaire avec d'autres bien sûr, parce que ça coûtait trop cher de manger, je n'avais pas les moyens. Là c'était l'enfer, oh c'est indescriptible, mais en même temps c'était extraordinaire parce que tout était possible. C'était l'époque où il n'existait rien alors aussitôt que tu avais un peu de bonne volonté puis que tu regroupais du monde autour de toi : « Go! On commence! » puis on ne savait pas dans quoi on embarquait. La télévision communautaire on n'avait aucune idée de ce que c'était, c'était tout un nouveau champ d'intervention qui s'ouvrait alors on expérimentait n'importe quoi. Ça a été mes premiers pas, après j'ai travaillé beaucoup, toujours dans des organismes communautaires, ce qui m'a amené à la politique, parce que si tu veux être un acteur, [autant aujourd'hui qu'à cette époque,] tu fais de la politique, soit la politique partisane, mais tu fais de la politique dans le sens que si tu veux changer quelque chose dans cette société, oui tu peux cultiver ton jardin, « *that's fine* » pis c'est correct, mais si ça arrête là... Alors il faut que ça déborde, il faut que t'ailles plus loin. J'ai toujours travaillé dans le communautaire sans arrêt, mais comme ce n'était pas payant, j'avais en même temps, j'ai toujours eu deux branches, une branche plus d'affaires, ou commerciale, il fallait bien gagner sa vie, alors j'ai eu des restaurants, j'ai été fleuriste, j'ai fait cinquante-deux affaires, qui me permettaient d'être président de, puis de travailler dans un organisme. C'est beaucoup plus tard que j'ai gagné ma vie dans des organismes communautaires.

Donc la politique m'a ouvert aussi le champ des possibilités, je dirais. À l'époque j'étais au Parti québécois (PQ), avec René Levesque, je me suis rendu jusqu'à l'exécutif national du Parti québécois, donc, en contact direct avec les dirigeants. J'allais assister au Conseil des ministres à Québec tous les mois. J'étais au cœur [des activités politiques], non pas des décisions parce que j'étais la mouche du coche, je n'étais pas celui qui décidait, mais j'étais celui qui était témoin de toutes les discussions et qui n'était plus uniquement partisan, c'est à dire; quand tu fais partie d'un

parti politique ou d'une organisation, la seule vision que tu as c'est cette vision-là, tu n'as jamais une vision d'ensemble, puis tu ne peux pas non plus en avoir une, puis c'est correct comme ça. Parfois certains [militants] poussent à l'extrême, mais c'est correct aussi il faut qu'il y ait du monde qui pousse à l'extrême si on veut combattre l'autre extrême, mais là j'étais vraiment au cœur de la prise de décisions avec tout ce que ça implique de complexification, mais tout ce que ça implique aussi de remise en question, de compromis, de négociations, qui sont nécessaires. Je me suis retiré de la politique parce qu'à un moment donné j'ai considéré qu'il y avait trop de compromis : ça allait trop loin. J'ai quitté le PQ au moment où René Lévesque a parlé du Beau risque avec Brian Mulroney, là on remonte [à] il y a plusieurs années, parce que la pour moi ça c'était une compromission qui était trop importante. C'était une trahison, pour moi René Lévesque c'était un traître. C'est un très grand politicien, c'est un génie, c'est tout ce que l'on voudra, mais à la fin, il a été traître, il a trahi son parti.

JA : En 2016?

RL : Oui, en 1976.

JA : Non, en l'an 2016... En 1976. Pardon.

RL : Alors là j'ai quitté l'action politique partisane, appelons ça comme ça, et je me suis retourné vers la gestion des organismes communautaires et non plus [à] travailler sur le terrain, mais plutôt travailler à un niveau plus politique. Oui, aller chercher de l'argent pour des subventions, mais surtout comprendre que le gouvernement n'est pas nécessairement un ennemi, il a des objectifs, qui lui appartiennent, je n'ai pas à adhérer à ces objectifs-là, mais il faut que je m'arrange pour que mon action s'intègre dans les visées gouvernementales, disons ça comme ça. Puis là on est nécessairement, obligatoirement dans les concessions, dans les demi-mesures. Tu ne peux pas être pur quand tu t'en vas là, tu peux être pur quand tu es dans la rue. Mais quand tu es assis à une table de négociations, tu ne peux plus être pur, c'est fini. Alors, ou bien tu acceptes ça puis tu y vas, ou bien tu n'acceptes pas puis tu restes dans la rue, puis c'est correct. On en reparlera de cette position-là avec Dire enfin la violence, je n'ai jamais accepté que nous organisions une manifestation, jamais. Parce que j'avais peur qu'on soit dix, [rires] au lieu de deux mille, d'une part, puis d'autre part, parce que ce n'était pas le rôle de ce comité-là. Son rôle était à la table de négociations. Alors il fallait que je me garde cette distance, que je participe à des manifestations organisées par d'autres, au nom du Comité sur la violence, ça oui, puis je l'ai fait amplement, mais l'organiser nous-mêmes, c'était pas notre [rôle] dans le concept que j'avais. Avec ACT UP (AIDS Committee to Unleash Power), pour revenir à ça, j'ai assisté à deux réunions d'ACT UP, et j'ai vite compris que ce n'était pas ça que je voulais faire, je voulais qu'ACT UP fonctionne, puis j'ai participé à leurs manifestations. Michael [Hendricks] et Douglas [Buckley-Couvrette] étaient hyper actifs là-dedans et c'était parfait puis : « Go! Allez-y! », mais moi, ce n'est pas ma façon de travailler. Les gens qui sont dans la rue aujourd'hui ils n'ont pas compris, pour plusieurs, [la] différence et je déplore, [dans le cas du] mouvement du Printemps étudiant qu'on a eu et qui a été très chaud et qui est mort de sa belle mort parce qu'ils se sont contentés d'être dans la rue, [que] personne d'entre eux n'ai accepté de siéger sur la négociation. Il y en a deux qui l'ont fait, et qui

ont été perçus comme des traîtres, mais c'est juste qu'on change de chaise, tu ne peux pas être sur les deux chaises, mais en tous cas, bon. J'ai fini mon sermon, mon cours en socio.

JA : Est-ce que tu avais des interventions [Alexis]? Non? Parce que moi j'ai entendu des noms, c'est la première fois que j'entends MARC/ARMS?

RL : MARC/ARMS, c'était le nom bilingue MARC était en français : Mouvement action ... là il faudrait fouiller dans les archives... ARMS était le nom anglais, alors c'est la création.

JA : Ok.

RL : MARC/ARMS avait été fondé par des infirmières de la communauté haïtienne, par des individus de la communauté gaie, puis il n'y avait pas de toxicomanes à l'époque. Alors c'est ces deux groupes-là qui avaient fondés MARC/ARMS devant l'urgence. Et là c'était vraiment : « Le monde meurt on fait quoi? » tu sais, les gens se font expulser de leur logement. Parce que c'était ça la réalité : « On en fait quoi? » Il n'y avait aucune ressource, il n'y avait rien pour accueillir ces gens-là. Alors Chez Ma Cousine Evelyn a été fondé comme ça. Evelyn avait des amis qui étaient en train de mourir elle les a accueillis chez elle. Puis là une fois qu'un lit se libérait, c'est tragique de dire ça, mais une fois qu'un lit se libérait, il y avait quelqu'un [qui le remplaçait], il y avait une liste d'attente. Alors c'est comme ça que Chez Ma Cousine Evelyn a été créé. Puis là elle a créé une corporation pour recevoir des dons puis c'est ses amis autour qui la soutenaient. Mais c'était fait de façon très caritative puis très : « Nous allons dans notre réseau faire en sorte que notre réseau [se prenne en charge]. » C'était beaucoup les étudiants de McGill et beaucoup des gens de la communauté gaie, c'est comme ça que Ken Morrison est arrivé à ce service-là, mais ça [suffisait] pas. La cuisine était faite par des bénévoles, ils allaient faire l'épicerie si il y avait de l'argent. Puis les gens qui venaient mourir là donnaient leur revenu qui était le Bien-être Social, mais c'était une maison comme ici tu sais, il y a trois chambres à coucher, tu ne peux pas... On peut bien en recevoir six, mais une fois que t'en a six, [c'est complet] puis six ça ne suffit pas pour payer le personnel. MARC/ARMS était né de ça parce que la communauté haïtienne et la communauté gaie étaient les deux communautés visibles qui étaient touchées. Très rapidement ça s'est scindé, le nom MARC/ARMS est resté un petit bout de temps pour devenir CSAM après. Là il y a une mainmise francophone je dirais qui a été faite et qui a institué CSAM, qui est allé chercher des fonds au Centre des services sociaux à l'époque et la communauté haïtienne s'est retirée complètement dans sa communauté via les communautés religieuses. Les Haïtiens ils allaient [mourir] dans leurs familles, proches ou moins proches, soutenus par la communauté religieuse. Alors c'est comme ça que ça a démarré. Les Haïtiens se sont retirés parce que, c'était très honteux, c'était une catastrophe, d'une part, et d'autre part ils se sont retirés parce que c'était possible que la communauté religieuse les accueille. Du côté des gais, il n'y avait rien de possible, la famille proche était pas là, les amis...

JA : Aussi démunis qu'eux?

RL : Aussi démunis pour la plupart, puis c'est là où tu réalisais que les amis de baise que tu as, ou bien de sortie du samedi soir, ce n'est pas eux qui vont venir changer ta couche de diarrhée le dimanche matin.

JA : Alors est-ce que CSAM a été fondé principalement comme un organisme caritatif?

RL : Non.

JA : Non? CSAM est-ce que tu faisais partie de sa fondation?

RL : Non.

JA : Ok.

RL : Au niveau du sida je n'ai rien fondé. [rires]

JA : D'accord!

RL : Au niveau de la défense du droit des gais oui, mais au niveau du sida rien. Je suis arrivé à CSAM [lorsqu'il] existait déjà, il était structuré. Le CPAVIH s'était dissocié et était autonome, il y avait la prévention, qui ne s'appelait pas Séro-Zéro à l'époque qui était un comité de CSAM, qui avait à sa tête un hétérosexuel d'ailleurs, qui l'a conçu, qui l'a structuré. C'est plus tard que c'est devenu Séro-Zéro, là je l'ai fondé, ce n'est pas vrai, c'est à dire je l'ai récupéré.

AS : [rires] Ok.

JA : Je savais!

RL : J'ai récupéré.

JA : Ok.

RL : Je l'ai récupéré après la fermeture de CSAM parce qu'à un moment donné CSAM a fermé à cause d'une fraude de la directrice.

JA : Oh!

RL : Je suis arrivé donc à CSAM via Ma cousine Evelyn de la même façon : « CSAM a besoin de quelqu'un au conseil d'administration, quelqu'un qui connaît les rouages du ministère de la Santé et qui peut les aider à se développer. » Je suis arrivé à CSAM parce que Ken m'a dit : « Il y a là un besoin de soutien. » Je suis arrivé là beaucoup plus comme conseiller technique dans la cueillette de fonds de subventions, pour aller dans les méandres du gouvernement, que comme militant. J'étais militant, à cause de Chez ma cousine, mais, je ne voulais pas, je n'ai jamais voulu être militant gai, ça fait drôle de dire ça, mais c'est arrivé par accident, je me suis fait happer par la

communauté gaie. Je ne me trouvais pas beaucoup d'affinités avec la communauté gaie. Les seuls, représentants de la communauté que j'appréciais à l'époque c'était ce qu'on appelle les grandes folles. Les grandes folles et les travestis, qui pour moi étaient des gens de théâtre. Alors avec eux je me sentais bien, je me sentais reconnu pour ce que j'étais, mais avec une folie qui me séduisait. Le reste de la communauté gaie, que ce soit le cuir, soit les bars, ce n'était pas moi, je n'avais pas d'affinité avec ça. Je n'étais pas un militant gai [mais] j'ai écrit à cette époque-là quelques articles dans Fugues, dans RG, sur la communauté gaie, mais qui étaient de mon point de vue [de] l'époque, parce je vivais avec mes enfants, je m'étais séparé, avec mes enfants, gais, qui avaient ou non des chums, ça dépendait des périodes. À cette époque-là, aller à l'école de mon fils avec mon conjoint ce n'était pas bienvenu. Aujourd'hui je le fais parce que j'ai un enfant de huit ans, mon conjoint a un enfant [et nous sommes] allé à l'école à la réunion de parents, tout va bien, c'est comme si on n'était rien d'autre que des parents. Mais à l'époque ce n'était pas ça. Donc j'avais écrit quelques articles qui parlaient plus de cette réalité-là. En fait c'était une façon pour moi de cruiser, c'était une façon pour moi de dire : « Hey! Je suis là. » [Car il] y a toujours cette quête. Je suis arrivé à CSAM et là on a géré CSAM.

JA : Mais qui était là? Si je peux me permettre, parce qu'on est en train de découvrir, je pense [deux mondes parallèles].

AS : Oui.

JA : Les deux mondes parallèles, qui avaient un suivi et qui avaient des moments charnières très différents. Disons, Rock Hudson, découverte du VIH en '86, Joe Rose...

RL : Oui.

JA : Le Congrès international du sida.

RL : Oui.

JA : ACT UP.

RL : Oui.

JA : De ce côté on est en train de voir [ces] bulles [qui] apparaissent dans ce liquide historique.

RL : Mais c'est ça la distinction qui est très importante et que j'ai essayé de représenter au Canada anglais avec le comité ministériel par la suite : « What does Quebec want? », cette question-là est toujours pertinente, notre réponse sociale à n'importe quoi est toujours très différente de celle de la communauté anglophone du reste du Canada. Il y a toujours une différence qui amène des conflits, parfois, qui amène sûrement de l'incompréhension de part et d'autre. Du côté anglophone à cette époque-là il y avait ACT UP, qui était un mouvement de revendication très anglophone, il y avait des francophones, mais c'était très anglophone et il y avait McGill. L'université McGill et

après ça Concordia, mais surtout McGill, qui a été un animateur. L'enseignement social à McGill a été beaucoup concentré, il y a eu un volet sida très important pendant toutes ces années et même encore [aujourd'hui]. On n'avait pas ça du tout du côté des universités francophones, mais alors là pas du tout. Il y a toujours eu, donc, cette communauté anglophone et francophone qui s'est structurée comme les services sociaux se structurent en français au Québec. La Protection de la jeunesse, les CPE (Centres de la petite enfance), nous avons une conception très gouvernementale, très structurée; tu deviens un organisme communautaire, tu réussis à te faire financer, tu présentes des projets, et tu réponds à des besoins, tout ça pour répondre à des besoins. On l'oublie en cours de route, pour plusieurs, mais c'est ça le départ. Donc CSAM était à l'époque le groupe de Montréal, francophone, qui avait un volet anglophone, mais très minime et qui vite s'est séparé pour devenir ACCM (AIDS Community Care), qui était un service aux personnes atteintes anglophones principalement. Puis là ça s'intermélange, la clientèle elle s'en fout, elle veut un service elle va aller où elle l'obtient puis c'est bien correct comme ça. Alors, il y a eu ACCM, qui a toujours eu de la misère à vivre, qui a toujours eu une conception de son fonctionnement interne très différente des autres organismes, l'équité salariale à l'intérieur de ACCM, où le directeur général gagne à peu près la même chose que le concierge. Qui est bien charmant, mais : « Mange de la merde, moi je suis concierge à cinq heures le soir je m'en vais chez nous. » [Alors que] quand je suis directeur, à minuit le soir je travaille encore. Donc c'est deux conceptions complètement différentes puis là je ne dis pas qu'il y en a une qui est bonne puis l'autre [qui] est mauvaise, je dis simplement que ça s'est développé en deux voies. Alors MARC/ARMS était une tentative initiée par des anglophones, une tentative de créer un organisme bilingue et très rapidement ça s'est séparé en deux : ACCM et CSAM. CSAM qui a développé différents services; la prévention, de façon importante, la défense des droits, de façon importante aussi et d'où est sorti, pour beaucoup, les autres groupes communautaires, que ce soit les maisons d'hébergement où des services d'accueil, des groupes pour parents ou conjoints, etc. Ce n'est pas nécessairement sorti de CSAM, mais ça a profité de l'ouverture que CSAM a faite au gouvernement pour s'infiltrer.

JA : Alors est-ce que tu te rappelles?

RL : Qui? Tu vas me demander des noms?

JA : Où est-ce que c'était, comment est-ce que tu as appris de CSAM ?

RL : CSAM était sur Prince-Arthur, au sud de des-Pins.

JA : Ok.

RL : Un édifice de la ville, quand je suis arrivé on était là, CSAM était déjà structuré. Il y avait déjà des subventions, il y avait une base. On était capable d'engager une directrice générale, une réceptionniste...

JA : La fraudeuse?

RL : Pardon?

JA : La fraudeuse?

RL : La fraudeuse, oui.

JA : Est-ce que tu te rappelles de son nom?

RL : Ah mon Dieu, Michael Hendricks va te dire tout ça.

JA : Ok, d'accord.

RL : Michael Hendricks va te dire tous les noms, il a une mémoire, j'ai toujours été très impressionné, il pouvait me ressortir [des choses comme] : « Ah, mais t'as dit en 1982. » [rires] Ah c'était phénoménal. Moi je n'en ai aucune.

JA : Mais est-ce qu'il y avait une personne liaison qui t'a amené là?

RL : Ken Morrison.

JA : C'est Ken Morrison, est-ce que tu veux nous parler de Ken Morrison?

AS : Oui.

JA : Parce que c'est un nom qui [est] loin, un peu de ma connaissance.

RL : Oui, Ken Morrison était une abeille, qui vole à tous les niveaux. Ken arrivait du nord de la Saskatchewan, quand il était là-bas il travaillait dans l'équivalent d'une Caisse populaire là-bas, comme adjoint à la comptabilité, quelque chose du genre. Il est arrivé ici, il a fui là-bas pour arriver au Québec où on pouvait vivre plus librement. Il était sur le bord d'être une grande folle, quand on le lâchait *lousse* un peu, [rires] il le devenait. Mais il a touché à tout, Ken écrivait, il peignait, il bricolait, il réparait son vélo, il était végétarien parfois, tout à coup il ne l'était plus, il a été pâtissier, il a été jardinier, c'était vraiment un touche à tout. Et c'était un militant dans l'âme. C'était quelqu'un qui voulait défendre, n'importe quoi, mais on va défendre. Pour lui, ça, c'était primordial. Alors ici il avait de quoi s'amuser. Et quand est arrivée la peste gaie... Et tout le milieu gai pour lui était fascinant, il arrivait du nord de la Saskatchewan il arrive ici, il y a des saunas, il y a des bars, c'est : « wow! » [pour lui]. Alors il a utilisé largement et les saunas et les bars et les partys chez lui. Ken c'était le genre d'individu qui mettait des affiches sur les poteaux téléphoniques disant : « Il y a un party chez moi, telle heure tel soir. » [rires]

À l'époque j'étais avec lui, moi je travaillais, je travaillais comme pigiste puis j'avais un pied à terre ici à Montréal qui était chez lui. J'avais un logement à Sherbrooke et un logement à Québec, parce que je me promenais entre les trois, je travaillais comme un fou. Je me souviens que j'étais arrivé un soir chez lui à deux heures du matin, j'étais épuisé, je m'étais levé à Sherbrooke, travaillé à Québec [pour] venir coucher à Montréal. Et j'arrive là il devait y avoir cinquante personnes dans sa maison. En rentrant il y avait quelqu'un assis à côté de la porte qui était gelée complètement, je

lui demandé : *T'es qui toi? -ein? heu ein!* tout perdu, alors là j'avais fait une colère et j'avais mis tout le monde dehors.

JA : Oh.

RL : Ken était en colère contre moi, mais c'était : « Sacrement, y a tu moyen? » [rires] Ken c'était ce genre d'individu qui était par ailleurs séduisant, charmant, intelligent, drôle, c'était une abeille. Tout le monde se regroupait autour, mais lui, il regroupe [des gens] puis *woops*, il est parti ailleurs, il va revenir faire un tour, mais peut-être, peut-être que non. Il avait été Chez ma cousine comme bénévole, il avait été chez CSAM, mais tout l'aspect administratif à cette époque-là l'emmerdait, c'était : « je ne veux pas. » Mais il voyait bien à CSAM qu'il y avait quelque chose. Je vais être très méchant, je vais être politiquement non correct; il y a eu dans le sida deux sortes d'individus, il y a des individus qui ont travaillé, puis il y a des individus qui ont voyagé. Et c'est deux mondes différents. Moi je suis dans la catégorie de ceux qui ont travaillé, j'ai voyagé aussi, mais j'ose espérer que j'étais dans la catégorie des travailleurs. Ken vit maintenant au Mexique, puis il est consultant international de je sais plus trop quoi. Il a travaillé pour le ministère mexicain, as-t-on idée? Un gars de la Saskatchewan qui travaille pour le ministère, qui est conseiller spécial, au ministère de la Santé du Mexique : « *What the hell are you doing there?* », mais ça c'est Ken. Je suis persuadé qu'il fait sa *job*, je ne mets pas ça en doute. C'est une des raisons pour lesquelles on s'est laissés : « Je n'embarque pas là-dedans. » Je ne cherche pas et je ne veux pas de la reconnaissance. À chaque fois qu'on m'a remis des prix, j'ai toujours dit : « Bien ça, ça veut dire que vous voulez que je parte. Parce que si je fais bien ma *job*, laissez-moi travailler. »

JA : Comme la montre à la retraite.

RL : Voilà, comme la montre à la retraite.

JA : Mais est-ce que tu peux nous parler un peu [de CSAM]? Parce que je suis fasciné par ce noyau de gens autour de CSAM.

RL : Pour la plupart ils sont devenus internationaux.

JA : Mais à la base, est-ce que des gais blancs? Est-ce qu'ils étaient séropos? Est-ce qu'il y avait des femmes? Quelle était selon toi la mixité?

RL : C'était beaucoup des gais blancs, pas beaucoup de séropositifs au niveau de CSAM.

JA : Oui.

RL : Au niveau de CPAVIH ça c'était autre chose, CPAVIH ils étaient tous séropositifs.

JA : Oui.

RL : Et c'est peut-être une des raisons pour lesquelles ça ne fonctionnait pas, parce que le taux de réussite des groupes *par et pour* est très faible. Si on parle de réussite comme étant l'aboutissement de projets. Si on parle de réussite comme étant des gens qui apprennent à vivre, là oui on réussit beaucoup. Donc CSAM c'était beaucoup des gais blancs. Pas beaucoup de femmes, il y avait des femmes qui venaient de McGill, des étudiantes [rires] et qui disparaissaient. Et c'était correct, ils venaient chercher une expertise, on en avait beaucoup d'expertise à l'époque. À CSAM et les gens qui étaient autour de CSAM à ce moment-là, on a créé, un secteur au ministère de la Santé qui s'appelait sida. On a créé du budget pour faire de la prévention et des soins et des maisons d'hébergement, ce n'est pas rien.

JA : Ça c'est tout CSAM qui a bâti ça?

RL : Ça a démarré là, on parle aujourd'hui des soins palliatifs, [ce sont] les maisons sida qui ont créé ça, ce ne sont pas les hôpitaux. Et ceux qui les ont démarrées dans les hôpitaux, ils venaient des maisons d'hébergement. [Nous avons développé une expertise] autant dans la recherche de fonds que dans l'administration et dans la création de services, [ainsi que] la nouvelle approche : « Moi je ne suis pas une personne atteinte du VIH, je suis une personne qui vit avec le VIH. » Juste ça, c'est extraordinaire comme changement dans le réseau de la santé au Québec. Juste que j'aie le droit de poser des questions à mon médecin, pas seulement de poser des questions, mais lui dire : « Non je ne suis pas d'accord avec toi. J'ai lu dans une revue que... », c'est une révolution qui est perdue maintenant ou qui est en train de se perdre. À l'époque on donnait des cours aux personnes séropositives à CSAM, puis on faisait des mises en scène [sur] comment discuter avec son médecin, comment argumenter avec son médecin : « C'est toi qui es maître de ta vie. » Et dans nos maisons d'hébergement, les gens on leur disait : « Tu es vivant jusqu'à ce que tu meurs. » [rires] « Alors cinq minutes avant de mourir tu es vivant et tu as le droit de décider. » Je ne sais pas combien de fois dans les maisons d'hébergement, quelqu'un descendre de la chambre, parce que les chambres étaient souvent au deuxième étage, descendre le la chambre, venir s'asseoir avec nous pour souper, naturellement ils ne mangent pas grand-chose, mais s'asseoir avec nous, nous regarder, participer dans le mesure de ses moyens, remonter dans sa chambre et mourir deux heures plus tard. J'ai vu ça, il descend habillé, il est vivant. Alors ce discours-là, cette approche-là, c'est phénoménal, c'était une révolution. Tout ça était parti de CSAM, qui a refusé dès le départ de considérer les personnes vivant avec le VIH comme étant des personnes atteintes. Qui a refusé [d'en faire] des victimes, ça allait avec la défense de droits, ça allait avec la défense des gais : « Tu es pas coupable d'être gai, tu es gai, point. » Et là cette discussion de : « On l'es-tu à dix pour cent, quinze pour cent, cinq? Sacre-moi patience, tu es gai, point. » La discussion est finie, ça s'arrête là. À partir du moment où tu acceptes ce que tu es, il faut l'affirmer. Alors, ce discours-là est issu de CSAM, à cause du VIH. Les droits de la communauté gaie, on fait des progrès énormes, à cause du VIH.

JA : Mais, parlons de cette chronologie.

RL : Oui, je m'égare.

JA : Non, non, c'est tout à fait central pour moi parce que dans cette chronologie, on a Chez Ma Cousine Evelyn, dont tout le monde parle, Puelo Deir, Ken, Michael Hendricks, tout le monde avec qui je parle, parle de cette maison, parce que ça a instauré une réponse à l'urgence de la situation.

RL : Oui.

JA : Alors CSAM, est-ce que tu pourrais élaborer un peu? Je vais deviner que c'était entre '86 et '92?

RL : Oui.

JA : Peut-être CSAM?

RL : Eh, oui, je pense '92, ça doit être autour de ça.

JA : Alors on était dans l'apogée du gouvernement Bourassa.

RL : Oui.

JA : On était en plein...

RL : Lavoie-Roux, la ministre Lavoie-Roux.

JA : Lavoie-Roux, c'est ça. Alors on était en pleine homophobie Bourassiste.

RL : Oui.

JA : Comment est-ce que CSAM est arrivé à convaincre le gouvernement Bourassa de créer un office pour le sida? Et est-ce que tu te souviens des négociations, du financement, de la mission?

RL : Il n'y a pas eu vraiment de négociation, y a plus eu des guerres [rires], ce qui est différent. Le pouvoir que l'on avait, c'était que l'on mourrait. C'est ridicule à dire, mais le seul pouvoir qu'on avait c'était de dire : « Moi j'ai un de mes frères qui vient de crever et voici les conditions dans lesquelles il a crevé, et ça c'est inadmissible. Comme société, on ne peut pas se permettre ça. » C'est le discours que tenait, CSAM plus ou moins fortement. Moi c'est le discours que j'ai toujours tenu et, et de façon très *le point sur la table*. Donc : « Comme société vous n'avez pas le choix, vous n'avez pas le choix de laisser mourir du monde dans ces conditions-là, c'est inadmissible, puis quand on dit 'c'est inadmissible', ça veut dire que ça ne doit pas être admis, point. C'est fini, y a pas de discussion. » Alors c'est dans ce sens-là qu'on n'était pas en négociation. On était en guerre. À l'époque, moi je l'ai dit souvent : « On est en guerre et j'ai beaucoup de morts de mon côté, il n'y en a pas du tout de l'autre. » Alors ce n'est pas *fair*, ok. On n'avait pas d'autre argument que ça. Et la menace de l'épidémie, c'était : « Ah, ah! Nous on meurt, mais attention! Parce que vous allez

mourir aussi. » Alors il y avait cette menace qu'on n'a jamais dite, mais que le gouvernement savait très bien. Et c'est pour ça que je dis [qu'on] a eu de l'argent quand il y a une femme blanche, hétérosexuelle, qui est morte. Là la ministre Lavoie-Roux, tout à coup a dégagé des budgets et à partir de là le fédéral a suivi. Mais avant ça, nos discours n'avaient aucune valeur. On fonctionnait par charité, par la complicité de certains employés du réseau de la santé.

Un exemple : je me souviens très bien, Ken était revenu d'une rencontre avec la Santé publique avec deux rames de papier blanc pour la photocopieuse parce que nous n'avions pas les moyens et ça avait été : « Wow! Bravo! » On volait des crayons à la Santé publique, des crayons et des tablettes. Donc les premiers temps, MARC/ARMS et le début de CSAM ça a été beaucoup ça, cette [réalité que l'] on a rien, mais on répond aux urgences. Quand il y a quelqu'un qui est en train de mourir puis il vient frapper à ta porte pour te dire : « Je suis en train de mourir », tu fais quoi? Tu l'accueilles, tu n'as pas d'autre choix. Alors on se retrouvait avec Chez Ma Cousine Evelyn qui a effectivement été le premier [organisme] nommé *maison d'hébergement sida*. Il y avait plein d'autres individus qui accueillaient, mais comme les aidants naturels aujourd'hui. [Si] ton mari fait de l'Alzheimer, tu fais quoi? Tu ne vas pas l'envoyer, tu le gardes. Alors c'est comme ça que ça se vivait. Puis dans la communauté gaie, les gens restaient chez eux, puis des amis venaient les aider, mais on mourait très vite. Six mois c'était l'espérance de vie. Moi j'ai été diagnostiqué, je pense que c'est en '88 ou en '89 et j'étais sûr qu'il me restait six mois à vivre, c'était clair pour moi, comment se fait-il que je sois encore vivant? Bon certains disent que je suis un vieux criss qui n'est pas tuable! Mais c'était une condamnation claire. Donc, si je t'accueillais chez moi, je savais que ça ne durerait pas très longtemps, surtout si tu arrivais très malade, avec des sarcomes de Kaposi puis deux pneumonies, il te restait, un mois à vivre.

JA : Alors, peut-être, [parlons du congrès]. Certains disent que c'était juillet '89, mais c'était au mois de juin '89 le Congrès international à Montréal?

RL : Oui.

JA : Ce n'était pas septembre? Certains disent que c'était septembre.

JA : C'était au mois de juin, ok.

RL : Oui.

JA : On est d'accord.

AS : Je crois.

JA : Je pense que oui aussi, ai entendu septembre, mais pour moi c'était au mois de juin. C'était au mois de juin '89 le Congrès. À la base, tu fais du bénévolat chez CSAM?

RL : Oui, je suis membre du C.A.

JA : Tu gardes ta maison?

RL : Est-ce que la maison est rouverte? Peut-être que la maison est rouverte ou je suis en train d'essayer de l'ouvrir [et c'est] un projet pilote pour toxicomanes itinérants, toxicomanes actifs, vivant avec le VIH.

JA : D'accord.

RL : Alors c'est très particulier. C'est un projet pilote parce que ils vont avoir le droit de consommer de la drogue dans la maison et on posera pas de question, puis c'est clair qu'ils entrent pour mourir, comme dans toutes les maisons. Tu n'entrais pas dans une maison d'hébergement, comme les maisons de soins palliatifs aujourd'hui, [sans en ressortir] les pieds devant. Alors Chez Ma Cousine Evelyn c'était ça à l'époque. Alors il y a le Congrès.

JA : Est-ce que tu y étais présent? Est-ce que CSAM y était présent?

RL : J'étais...

JA : Qu'est-ce qui se passait?

RL : CSAM était présent, moi j'ai été conférencier dans une des plénières où j'avais fait un discours de militant. J'avais fait un discours pour dire : « On est en train de mourir et vous n'avez pas le droit de nous laisser mourir comme ça. » Le discours qu'on avait à cette époque-là, puis qu'on a transposé par la suite dans la défense des droits, était un discours de droits et non pas un discours de *S'il vous plaît, pouvez-vous m'aimer?* qui avait toujours été le discours de la communauté gaie auparavant, qui avait plutôt été un discours de : « Oui, mais on est pas si pire, regardez-moi, comment je suis, oui lui il est un peu excessif, mais regardez-moi je suis normal, je suis ordinaire, j'ai un chien. »

JA : Comme le GRIS [Groupe de Recherche et d'Intervention Sociale]?

RL : Tout à fait. Alors que moi mon discours a toujours été : « J'ai des droits, et vous ne passerez pas à côté de moi, ce n'est pas vrai, vous allez être obligés de me voir et de dire que j'existe et de reconnaître mes droits. » Alors j'avais fait ce discours très revendicateur de droits et non pas de charité. Et c'est là que l'on avait tourné le dos à la ministre de la Santé fédérale qui elle refusait de reconnaître la communauté gaie d'une part et refusait de donner de l'argent aux groupes sida dans le reste du Canada. Je me souviens d'une photo de la Presse où on [nous voit] tous les trois. Ce n'était pas [un geste] prémédité et ce n'était pas prémédité que l'on soit assis tous les trois l'un à côté de l'autre, c'est arrivé comme ça. À cette époque-là j'étais moins proche de Ken Morrison et moins réceptif à lui, ça c'est plus dans ma vie personnelle, mais on était là tous les trois. C'est spontanément que on s'est levés puis qu'on lui a tourné le dos. Mais on avait vus ça au congrès auparavant dans l'ouest canadien à Vancouver ou après, je ne sais plus, mais on avait déjà vus que ça se faisait et spontanément on s'est levés et on lui a tourné le dos. Je me souviens qu'il y avait des

gens assis en face de moi qui me criaient : « Assieds-toi! Tu m'empêches de voir. » Pis moi « Va chez le diable, je reste debout. »

JA : Parce qu'il y avait, bien sûr, les représentants de l'avant-garde new-yorkaise qui étaient là aussi, qui ont réussi à pénétrer dans le congrès et ont aussi tourné le dos.

RL : Alors c'est peut-être eux qui avaient planifié, mais personnellement, j'étais en dehors de ça puis je pense que Ken aussi. Peut-être qu'eux avaient planifié et nous on a suivis le train et le journaliste naturellement c'est nous qu'il a pris parce qu'on était les têtes d'affiche à Montréal.

JA : Et c'était à ce moment-là, est-ce que le traitement et l'accès aux médicaments était [discuté]?

RL : Oh mon Dieu non.

JA : Ce n'était pas encore prévu comme sujet.

RL : D'abord il n'y avait pas de médicaments, il n'y avait rien, on ne savait pas quoi faire avec nous. On mourait, point. Dans la meilleure des hypothèses, quand on allait à l'hôpital on essayait de soigner la pneumonie, mais on savait pas quoi faire après. Le réseau de la santé faisait ce qu'il pouvait, on connaissait le mode de transmission, par voie sexuelle, on avait éliminé que ça circule dans l'air, c'était déjà pas mal. On savait que la communauté gaie et la communauté toxicomane était très touchée, mais la communauté toxicomane n'a jamais été, en pourcentage, très importante. Même aujourd'hui, les gais sont ceux qui sont le plus touchés par le sida. Les statistiques sont toujours dans la même proportion à peu près, on se préoccupe beaucoup des toxicomanes parce que [l'on considère que] t'es moins pire si tu es un toxicomane actif que si tu es un gai. C'est quand même extraordinaire : « Tu mérites plus notre respect, tu es une victime quand tu es toxicomane, t'as été entraîné dans la toxicomanie malgré toi. » Alors que quand tu es gai tu l'as choisi. On a encore cette pensée, que c'est un choix. J'ai toujours dit, aux policiers entre autres : « Pensez-vous que je serais assez stupide de décider d'appartenir à cette communauté? Pensez-vous que je voudrais être noir à Montréal? Qui-est-ce qui veut être noir à Montréal? Personne! Ceux qui le sont, ils le sont, puis *that's it*, il faut qu'ils vivent avec ça. Alors moi je suis gai, je suis gai, c'est tout. » Mais il y a encore dans l'imaginaire collectif, que c'est un choix de vie.

JA : Et pour toi c'était pour défendre du financement et une reconnaissance de cette épidémie?

RL : Oui.

JA : C'était l'occasion de signaler ça au Congrès, c'était en '89. Entre '89 et la descente et la manif du Sexe garage en '90, est-ce que tu te rappelles ce qui se passait dans cette année-là, parce qu'on a vu, ça aussi c'était dans l'ADN de comment les gens racontent cette période, entre congrès et Sexe garage ça revient souvent comme étant vraiment une période bouillonnante, est-ce que tu en as des souvenirs particuliers?

RL : Une période bouillonnante oui. Mais je te dirais encore là il y a deux communautés, il y a la communauté anglophone puis il y a la communauté francophone. Le Sexe garage, ça a été pris en charge par la communauté anglophone principalement, il y a eu des francophones, mais ça appartient à la communauté anglophone dans mon esprit. Mais c'était effectivement une période de bouillonnement, d'une part parce que il y a beaucoup de groupes qui naissaient, en région, la COCQ-sida (Coalition des organismes communautaires Québécois de lutte contre le sida) naissait, en était à ses balbutiements. Comment il s'appelait, le premier directeur général de la COCQ, qui est rendu à l'international maintenant? Hétérosexuel anglophone, pas hétérosexuel, homosexuel anglophone blanc. [rires]

JA : Ça c'était pas Eric Smith?

RL : Non.

JA : Ça c'était?

RL : Oh mon Dieu, David.

JA : David Shannon?

AS : David Shannon?

RL : Shannon.

JA : Oui, merci.

RL : Qui est rendu...

AS : Il vit à Toronto?

RL : Est-ce qu'il n'est pas aux Nations-Unies?

JA : [rires]

RL : En tous cas, il a fait une belle carrière. [rires]

RL : Tant mieux pour lui, si il aime ça. Alors, c'était effectivement une période de bouillonnement et l'évènement du Sexe garage à été très médiatisé du coté anglophone, mais du côté francophone pas tellement. Ça a été : « Il y a eu une descente au Sexe garage. » Où la communauté francophone on s'est réveillés, c'est grâce à Michael [Hendricks] et Douglas [Buckley-Couvrette]. Il y avait à ce moment là la Table de concertation des gais et lesbiennes du grand Montréal, où moi j'étais représentant de CSAM et j'étais allé là encore une fois par accident, parce qu'il y avait une réunion du conseil d'administration de CSAM et cette Table de concertation se créait. Et là CSAM, en réunion de conseil, disait : « Il faudrait bien que CSAM soit présent. Qui veut y aller? » Personne ne

voulait y aller et ça prenait un gai alors à la fin j'avais dit : « Oui bon OK je vais y aller » et je suis arrivé là comme ça. Michael et Douglas un soir sont arrivés [alors qu'il] venait d'y avoir un autre meurtre d'un gai qui était selon eux le dix-septième meurtre dans les trois dernières années. Eux étaient capables, Michael a sûrement toute cette documentation, ils étaient capable de les identifier, quand, quoi, comment, etc. et la table de concertation à cette époque-là à décidée de faire une conférence de presse. [Il fallait] que quelqu'un parle à cette conférence de presse et personne voulait le faire bien sûr, Douglas disait oui, moi j'ai pas de problème, je vais le faire, mais du ça prenait un francophone. Je trouvais ça aberrant, on est à la Table de concertation des gais et lesbiennes du grand Montréal et il n'y a pas un gai [francophone] qui est prêt à aller devant les caméras, ça n'a pas de criss d'allure. Alors j'avais accepté d'y aller. Et c'est après ça, devant la résistance de la Table, que Douglas, Michael, moi et Elizabeth Neve qui était avec nous à l'époque, avons a créé le Comité sur la violence, pour avoir le droit de parole en dehors de la Table. Pour la Table, aussitôt qu'on revendiquait le droit des gais, c'était inacceptable. Eux étaient encore beaucoup dans le discours de : « Je suis un bon gai, il y a de bons gais, me voici bla-bla-bla. » Et moi ce discours là c'était : « *No way!* Jamais je ne tiendrai ce discours là. » Alors pour pouvoir le faire on avait créé, mais on était quatre, on a créé le Comité sur la violence qui n'a jamais eu plus de cinq membres. On a fait beaucoup de travail. Pour moi de créer le Comité sur la violence, j'étais toujours en prévention du sida. Après, j'ai été l'un des co-chercheurs de la Cohorte Oméga. Une des premières découvertes de la Cohorte Oméga a été : « Non, on attrape pas le sida parce qu'on veut se suicider, au contraire, on attrape le sida parce qu'on se sent invincible, parce qu'on veut fêter. J'ai eu une augmentation au travail *wow!* Je m'en vais dans les saunas ce soir puis là, *fuck* le condom. *Go!* » Alors ça changeait complètement la dynamique en terme de prévention.

JA : Parce que ça c'était une étude, financée par le gouvernement québécois?

RL : Oui.

JA : Sur les hommes gais, les hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes?

RL : Oui.

JA : De comme '91 à '94?

RL : Exact.

JA : Style?

RL : Oh, ça a duré, '95-96.

JA : Donc ils ont suivis comme?

RL : Deux mille gais que l'on rencontrait à tous les six mois avec des questionnaires, le questionnaire, bon : « As-tu baisé, avec qui? » Pas avec qui, mais : « Comment? » À chaque fois on

avait un questionnaire qui durait trois quart d'heures et qui était plus d'ordre psychosocial. C'était avec Johanne Otis à l'époque. Il y avait moi et quelqu'un qui a été directeur de CPAVIH.

JA : Bruno?

RL : Non.

JA : Avant Bruno.

RL : Bruno c'est le médecin avec qui on a fondé CPAVIH, quand on a fermé CSAM, ça a été fondé par Bruno, moi, ce gars là et une infirmière de santé publique.

JA : D'accord.

RL : C'est nous quatre qui avons créé la structure.

JA : Alors pour revenir au Comité sur la violence, tu disais que c'était lié ou c'était en parallèle avec ce qui se passait chez CSAM?

RL : Oui.

JA : Pour moi le...

RL : Dans l'ensemble des groupes.

JA : C'est ça parce que...

RL : CSAM est disparu [à ce moment là] il a été scindé en différentes choses donc il n'y a plus de groupe phare sida, il n'y a plus de groupe *leader*. Il y a des groupes, certains sont plus *leaders* et ça va dépendre de qui est en fonction. Alors au niveau du sida, c'est la COCQ-sida qui fait les représentations au niveau politique.

JA : Mais le Comité sur la violence ça a existé, à la fois pour convaincre le SPVM (Service de police de la Ville de Montréal) d'arrêter les descentes policières, mais aussi pour [les convaincre de] faire une enquête plus approfondie dans la série de meurtres?

RL : C'est-à-dire, le Comité sur la violence il a été formé encore une fois à cause de l'urgence des meurtres, nous prétendions qu'il y avait un tueur en série. Il fallait que la police accepte l'idée qu'il y avait un tueur en série. Alors le Comité sur la violence a été créé pour influencer le SPVM. On a par la suite donné des cours au SPVM sur la réalité homosexuelle d'une part, Michael et Douglas allaient sur les scènes de crime, moi j'ai refusé d'y aller, pour identifier si c'est un gai qui a été assassiné. À partir de sa garde-robe, est-ce qu'on peut identifier quel bar il devrait fréquenter? Essayer de pister la police sur des sites ou des lieux où cette personne aurait pu aller pour rencontrer le tueur, les parcs etc. Alors eux on fait ça.

À l'époque j'étais aussi président du Centre des gais et lesbiennes, encore là par accident parce qu'il n'y avait personne d'autre, [rires] centre qui vivait, vivotait, on avait aucune subvention, on était au-dessus du Bloc sur la rue Sainte-Catherine, le Bloc qui est un petit café que j'avais acheté alors j'en étais copropriétaire. Et le Centre des gais, on y organisait des soupers, des *potlucks* à deux piasses, les gens arrivaient avec de la nourriture et deux dollars, on organisait des soirées de danse et c'est ça qui nous finançait. À cette époque-là, la danse de l'Halloween était faite par le Centre des gais et lesbiennes et ça attirait, je ne sais pas combien de milliers de personnes et on était costumés à 80%, c'était *la* soirée de l'année où les hétérosexuels pouvaient s'habiller en femme et venir baiser un gars sans avoir peur. Après ça c'est mort parce que les bars se sont tellement développés. Mais en '89 il n'y avait pas beaucoup de bars, le Village était en train de s'installer, le Village qu'on connaît, alors il n'y avait pas énormément de bars. Je dirais il y en avait à peu près un par clientèle, les petits vieux dans un coin, les cuirettes de l'autre, les grandes folles de l'autre puis les plus ordinaires... Donc à notre danse de l'Halloween on ramassait facilement dix mille piasses de profit.

JA : Alors un peu l'antécédent du Black and Blue?

RL : Oui, oui, oui, c'est le Black and Blue qui a remplacé cette danse, cet évènement, comme Diversité a remplacé la tenue d'activités du Centre des gais et lesbiennes. Tout ça est venu gruger le Centre des gais et lesbiennes qui n'avait plus d'autofinancement. Alors on s'autofinçait totalement. Le Comité sur la violence, à l'époque où ça a été créé, le Centre communautaire avait déménagé dans le Marché Saint-Jacques, un tout petit local et c'était fait par des bénévoles et on s'est mis à recevoir des téléphones de victimes de violence. On n'avait pas prévu ça, on avait pas sollicité ça. Très rapidement, parce que le nom existait, puis que Fugues en parlait, on s'est mis à recevoir beaucoup de téléphones. Et là, moi j'étais débordé par ce phénomène. Je n'avais personne de compétent qui pouvait accueillir ces personnes là et les accompagner, d'une part, et d'autre part, je ne savais pas quoi faire avec ça. Alors c'est là que on a eu ce projet de créer le Comité sur la violence. On s'est fait prêter du personnel par le gouvernement. Je me souviens de discussions qu'on avait avec... qui était ministre? C'est le PQ qui était au pouvoir, c'était Boisclair qui était ministre? Non.

JA : Non pas encore.

RL : Il y avait un ministre de la Sécurité publique, en tous cas.

JA : En '95?

RL : Non, avant ça, ouais, peut-être '95. Ministre de la Santé publique en tous cas avec qui on négociait et qui nous disait : « Je n'ai pas d'argent », mais qui nous avait prêté trois fonctionnaires. Un qui venait de son ministère, un autre qui travaillait tellement bien, qui était préposé aux archives dans un ministère quelconque. Ils étaient trois gais, les gais de service.

JA : Ah!

RL : Il nous avait dit : « J'ai pas d'argent, mais je peux vous prêter des salariés. » Alors on avait ces trois employés qui ont commencé à structurer le Comité sur la violence à être capable de recevoir des appels et d'aider, d'orienter ces personnes là. Et c'est là où on a commencé à tenir des statistiques sur, c'est quoi, est-ce qu'il y a des cas de violence, lesquels, etc. On a découvert deux choses importantes – un, qu'il y avait une victime par jour à Montréal, puis deux, la chose que j'ai essayée de rendre publique, mais que les lesbiennes m'ont dit de fermer ma gueule, c'est que la violence conjugale chez les lesbiennes était un phénomène très important, très répandu et qui durait. Chez les gais, il y avait de la violence conjugale, mais moins.

JA : Mais c'était à la fin de relations.

RL : À la fin d'une relation puis c'était, ça se réglait vite : « Je te tape la gueule un soir puis tu sacre ton camp pis *that's it*. » Très rarement il y avait une suite, alors que chez les lesbiennes, c'était : « Je te tape la gueule, tu restes, tu pars, tu reviens, tu pars, tu reviens, puis même quand tu pars, des années plus tard, je vais continuer à te harceler, etc. » Je suis allé faire une conférence une fois, chez les lesbiennes puis les réactions dans la salle ça a été : « Ferme ta gueule, tu sais pas de quoi tu parles, tu as pas d'affaire à parler de ça, ça ne te regarde pas, etc. » Alors j'ai vite compris que j'avais pas d'affaire à toucher à ça. Je sais pas si il y a quelqu'un qui s'en occupe aujourd'hui, mais il y a là quelque chose de très particulier qui faudrait fouiller, qui m'en dit beaucoup sur l'acceptabilité par les femmes, du phénomène de la violence, qu'elle soit hétérosexuelle ou homosexuelle, pour moi il y a un phénomène d'acceptabilité par les femmes qui est très questionnant et sur lequel il faudrait intervenir. La culpabilisation, mais ça, c'est out un autre volet.

JA : Est-ce que ce serait un, peut être un bon moment de prendre une pause?

RL : Une pause.

JA : De sept minutes.

AS : Oui.

JA : C'est bon, moi je pense que.

RL : Oui je parle beaucoup.

JA : C'est bien parce que là on décortique qu'est-ce qui était dans CSAM et qu'est-ce qui est survenu de ça. Tu as déjà répondu à la question de ce qui est venu après et je pense que ce qui reste ça serait comme une autre demi-heure de questions je pense?

RL : Pas de problème pour moi.

JA : Ok!

RL : Je parle trop.

JA : NON!

AS : Non non non.

JA : C'est pas vrai!

RL : Vous aurez a couper! [rires]

JA : Ça n'existe pas trop parler, non non non ça n'existe pas trop parler, surtout avec un tel contenu.

[...]

JA : Pour, justement parce que mon après-midi c'est de retour à Concordia, je vais vite passer par quelques questions qui sont revenues dans la recherche récente et dans les intérêts récents. C'est est-ce que tu as des souvenirs d'avoir travaillé auprès des personnes emprisonnées, incarcérées, durant cette période?

RL : Très peu, il y avait un volet, on avait à la COCQ-sida, par ce que vite je me suis impliqué aussi à la COCQ-sida au niveau du conseil d'administration, d'une part, puis pour finir directeur, mais ça a été beaucoup plus tard, mais il y avait des gens qui s'occupaient de ça, mais moi très peu. Je suis allé quelques fois à la prison à Laval pour des fêtes, à l'occasion de l'Halloween ou quelque chose du genre pour rencontrer des prisonniers, mais j'ai jamais travaillé avec des prisonniers séropositifs. Il était clair que quand j'y allais, j'y allais comme gai, c'est comme ça qu'on me présentait, comme gai séropositif étant à la COCQ-sida. Mais c'était plus des contacts informels avec les prisonniers. C'est pas un milieu que j'ai fréquenté beaucoup. C'est un milieu qui me faisait peur, je t'avoue que les deux fois où je suis allé en prison c'était, tu sais tu va rencontrer des gens qui ont commis des fautes graves, c'est pas des contraventions et qui sont bien charmants et qui a les entendre aucun d'entre eux est coupable, c'est toutes des erreurs de justice, mais il reste qu'il y a quelqu'un qui est mort. Alors je ne sais pas, si c'est pas toi qui l'a tué, t'étais autour au moins. Mais non c'est pas un milieu que j'ai fréquenté alors je peux pas en dire grand chose d'autre.

JA : Par ce que c'est comme un peu la dernière vallée.

RL : Oui.

JA : Pour toi, parce qu'il fallait.

RL : Oui.

JA : Parce qu'il y avait ceux qui étaient dans nos cercles, on s'occupait des itinérants, des utilisateurs de drogues intraveineuses...

RL : C'était le dernier endroit.

JA : C'était le dernier endroit alors je pense que ça c'est normal.

RL : J'ai travaillé au niveau des services qui leur étaient offert. J'ai travaillé avec la Santé publique pour établir des programmes en ce qui concerne la formation des infirmiers en prison. Mais je n'ai pas été en contact direct, c'était plus éloigné, au niveau de l'administration.

JA : Oui, mais quand même, de convaincre par exemple de l'importance des seringues et des condoms?

RL : Oui, oui, oui, la distribution des seringues. Mais à ce moment là on travaillait au ministère de la Santé, il y avait un responsable de la toxicomanie, Richard... je sais plus qui... un responsable de la toxicomanie et qui a eu ce volet de prisonniers. Ce dont je me souviens c'est que c'était très compliqué parce qu'il y avait le VIH, mais il y avait les hépatites, parce que il y avait des problèmes de dépendance [aux drogues], alors c'était très compliqué. La famille qui s'en mêlait puis c'était toujours : « Mon pauvre enfant je veux pas. » Alors je me souviens d'avoir travaillé plus sur la formation des infirmiers pour savoir comment intervenir. Et oui, l'importance de la distribution de seringues à l'intérieur des prisons, c'est des dossiers que j'ai défendus, mais on m'appelait quand en désespoir de cause, quelqu'un d'autre avait défendu le dossier, mais ça ne donnait rien : « Roger peux-tu venir faire une crise ou cogner sur la table? » [rires] Parce que j'ai toujours été le *bad boy*. Avec Michael et Douglas c'était clair et on en parlait dans ces termes là : « Qui va faire le *bad boy*? On fait une conférence de presse, ça va être qui le *bad boy*? » puis c'était toujours Michael qui était le *good boy*. [rires] Douglas et moi on était les *bad boys*, Douglas était pire que moi. Alors il y avait Douglas qui faisait une crise, puis Roger, si Roger est rendu à en faire une alors ça devient sérieux et là Michael pouvait jouer son rôle de *good boy* et récupérer les choses. Je me souviens après quand on faisait le bilan par un souper chez Michael, c'était toujours un souper où on finissait saoul tous les trois, Michael me disait toujours : « Bon écoutez, dans les négociations on est rendu là, puis là je leur ai dit que s'ils ne me donnaient pas ça, que tu allais faire une crise puis s'ils voulaient pas que tu fasse une crise il fallait qu'ils me le donnent », puis on finissait par l'avoir, c'est comme ça que ça marchait.

JA : Et parlant de jouer le *bad boy*, je sais pas si c'est vrai, mais j'ai entendu l'histoire où il y avait une certaine revendication, soit d'avoir du financement, ou d'avoir recours à une négociation avec la police, ça pourrait être la justice, que t'as menacé de *outer* des membres du gouvernement Bourrassa.

RL : Oui, oui, c'était le ministre Rémillard, ministre de la Justice, avec qui on voulait une rencontre, qui avait dit [alors qu'] il était en Allemagne à l'époque, interviewé par des journalistes d'ici : « Vous savez la communauté gaie à Montréal ça va bien, il n'y a pas de problème. » Alors, quand des journalistes m'avaient demandé, je leur avait dit : « Bien écoutez, si ça va si ben que ça, il faut que les gais le sachent, c'est effrayant que nous on ne le sache pas. Alors on va réserver le Stade olympique puis on va inviter tous les gais à venir célébrer cette journée extraordinaire de libération. Et dans les invitations on va s'assurer que les gais qui sont dans le plus profond des

garde-robes, c'est eux qui doivent sortir, alors il faut leur dire : « Hey! Les enfants, venez-vous en avec nous! » Alors on va s'assurer que ceux-là vont être bien invités. » Et là le journaliste m'avait demandé : « Mais allez-vous rendre publics ces noms là? », puis j'avais dit : « Si c'est nécessaire, oui. » Et c'est là que, là : « Leclerc va *outer* les gais », puis là le journaliste m'avait demandé : « Mais qui en particulier? Des hommes politiques? », puis j'avais dit : « Oui, des hommes politiques, mais des juges, des policiers, des infirmiers, tous ceux qui sont en situation de pouvoir et qui refusent de sortir du placard, et qui pour être certain de bien se cacher, vont être les plus homophobes vis-à-vis nous. Alors il faut leur dire : «Arrêtez les gars! C'est plus nécessaire! » Et c'est là oui, on avait menacé.

JA : Et c'était.

RL : Mais on avait aussi, pour le même ministre je cois, c'était Rémillard? Oui ça devait être Rémillard, où j'avais fait une conférence de presse en ayant son amant debout derrière moi pour dire : « Regarde! »

JA : Son amant qui n'était pas fonctionnaire, il était?

RL : Non.

JA : Comme coiffeur, ou quelque chose?

RL : Oui.

JA : Oui.

RL : Puis il était pas là présenté comme l'amant, il était juste derrière moi, il n'a pas dit un mot, mais on savait très bien qu'il allait être reconnu. Et le *outing* et c'est pour ça qu'on l'a jamais fait, on ne voulait pas le faire, on a dit qu'on allait le faire, mais la menace est rentable, une fois que c'est fait c'est fini, t'as plus de pouvoir. Alors le pouvoir qu'on avait c'était de menacer de le faire.

JA : Et ça les a amenés à la table de négociations?

RL : Oui.

JA : Et la table, la mission de cette rencontre particulière à cette période particulière c'était quoi?

RL : En fait on voulait faire financer le Comité sur la violence, d'une part, puis on voulait toujours la revendication, la reconnaissance de nos droits, la reconnaissance des conjoints, etc. C'était global, mais cette fois là, particulièrement, on voulait faire financer le Comité sur la violence et on voulait, qu'il y ait un budget gai, pas un budget sida, ça on l'avait obtenu par le ministère de la Santé, mais on voulait que le gouvernement reconnaisse une case gaie au ministère de la Santé, mais pas en santé mentale, parce qu'on nous disait toujours : « Mais présentez des projets en santé

mentale il n'y aura pas de problème. » Ce n'est pas un problème de santé mentale, *vous* avez des problèmes avec mon homosexualité. Alors, on voulait la création d'une case gaie, alors c'était les trois revendications. Financement du comité sur la violence, création d'une case gaie, et reconnaissance de nos droits.

JA : Alors, pensant à cette chronologie, encore, tout change assez rapidement : fin de l'administration Bourrassa, avec cet accent sur l'hétérosexualisation du sida disons, de dire que c'est un problème global social.

RL : Et toxicomane, assez bizarrement, en mettant les toxicomanes en avant, et nous en étant plus en retrait, le financement venait.

JA : Comme de la même manière que l'hémophile, l'enfant hémophil aux États-Unis a permis un déclenchement...

RL : Exacte.

JA : D'activités auprès des instances politiques.

RL : À la COCQ-sida il y avait la présence de l'Association des hémophiles du Québec, mais très discrète, qui ne voulait pas être associée à la communauté gaie. C'était, puis c'est correct, ils sont pas gais, ils sont hémophiles. Mais pour eux c'était une fin de combat parce qu'il n'y avait plus de transmission. Ils se battaient pour que ceux qui avaient été infectés puissent avoir des droits. Mais c'était la fin, une fois qu'ils les ont eu, c'est fini, ils n'ont plus d'intérêt particulier en ce qui concerne le VIH.

JA : Alors parlant de la fin, rapidement, on a '95, PQ, Malades sur pied est étendu pour le sida et permis, tu n'as plus besoin d'être sur le BS pour avoir accès à tous les médicaments.

RL : C'est à dire attention, il y a eu une période, où la COCQ-sida recevait le budget et on payait les médicaments. Alors c'était pas médicaments *at large*. On payait au pharmacien, alors le pharmacien nous envoyait une facture qui était couverte. C'était un budget que le ministre du PQ, le ministre de la Santé à l'époque [avait octroyé], parce que l'on s'en allait vers les médicaments gratuits pour tout le monde, mais on n'y était pas arrivés [encore]. Il y a eu un an et demie où la COCQ-sida recevait de l'argent pour l'ensemble du Québec et les personnes atteintes pouvaient être remboursées.

JA : Alors on avait...

AS : C'est intéressant.

JA : C'est très intéressant parce que ce modèle là, à ce que je sache, c'est utilisé beaucoup dans le tiers-monde.

RL : Actuellement, oui.

JA : Il faut avoir des entonnoirs.

RL : Oui.

JA : You have to have a sort of fiduciary organisation.

RL : Actuellement oui, si je prends le Burkina Faso, c'est les groupes sida qui reçoivent le financement pour acheter les médicaments parce que ton pharmacien il est au groupe sida. Alors c'est là que tu va chercher tes ordonnances et les médicaments pour ce groupe là sont payés. Soit ils sont gratuits, par les compagnies pharmaceutiques, pas beaucoup, ou bien l'OMS – l'organisation mondiale de la santé – subventionne ce pays là pour que les médicaments soient gratuits.

JA : Fascinant parce que ça, cette partie là j'étais complètement ignorant qu'il y avait cet an et demie là. Mais alors '95 officiellement Malades sur pied, plus besoin de passer par la COCQ-sida pour avoir des médicaments.

RL : Exact.

JA : Boom! '96, gratuité et traitement hautement réactif.

RL : Et traitement oui, surtout, surtout.

JA : Là ça c'est l'année vraiment ultra charnière, ou là t'as le début de la période qui s'en va vers la reconnaissance du mariage gai, tout change, de ce bord là.

RL : Oui.

JA : Alors dans quelles activités militantes du VIH sida étais-tu impliqué disons de '96 à?

RL : J'étais, je n'étais plus Chez Ma Cousine Evelyn.

JA : Tu n'étais plus là?

RL : Non, moi j'ai quitté assez rapidement Chez Ma Cousine Evelyn, je suis un défricheur, je suis pas un jardinier. [rires] Alors je coupe des arbres, je n'arrache pas de mauvaises herbes, ça m'ennuie. Alors quand on est rendu à ça, dans la gestion, je décroche. [rires] À ce moment là je suis fondamentalement à la COCQ-sida, membre du conseil d'administration, je travaille, je suis retourné au travail à la pige, je travaille beaucoup pour et autour du sida, c'est là que je vais publier les deux livres de la recherche sur les maisons d'hébergement, financée par le fédéral, et je finis par être directeur de la COCQ-sida parce que Lise prends décide d'aller voir ailleurs et le poste est vacant, je postule et j'ai l'emploi. Je deviens directeur jusqu'en 2002. C'est la période, toi

tu dis que c'est la période charnière, oui, pour moi c'est le début de la fin du sida. Pas de la maladie, la maladie continue, mais c'est le début de la fin des besoins des personnes vivant avec le VIH. On voit dans les groupes de support où on avait beaucoup de monde qu'ils fondent comme neige au soleil. Il n'y a plus de décès, très peu. Alors qu'on avait cinq cent décès par année on arrive à soixante, et quand tu regardes les soixante, c'est majoritairement des femmes immigrantes qui arrivent séropositives trop avancées ou des toxicomanes. Puis est-ce l'overdose? Est-ce le sida? On sait que les gens meurent, mais dans leur cas, on a de la difficulté à préciser.

Alors, moi j'arrive comme directeur de la COCQ-sida à ce moment là, je met particulièrement l'accent sur la prévention et les soins à apporter aux personnes VIH. C'est là où on a le bulletin de liaison de la COCQ-sida sur les traitements qui parlent d'alimentation et qui donnent de l'information sur les traitements, parce que là tout à coup les traitements se multiplient. Tu passe de trois pilules à quarante deux, à tu sais, et tu as des interrelation donc les modèles de traitement ne sont plus uniques, ils se multiplient à l'infini, parce que tu peux combiner. L'effet c'est que les personnes séropositives, j'allais dire deviennent des diabétiques, dans le sens que comme des diabétiques tu prends ton insuline puis *that's it*, oui c'est chiant puis oui c'est fatiguant mais c'est ça. Moi je prend je ne sais pas combien de comprimés, j'en prends beaucoup, mais je suis vivant et je suis en santé alors qu'est-ce qui me distingue de mon conjoint qui lui n'est pas séropositif? Je te dirais, un, il est plus jeune, donc il a moins de maladies de petit vieux, mais il fait bien plus de sinusites que moi. Alors on est au début de cette période où les personnes séropositives ont de moins en moins besoin de nous, où les proches des personnes séropositives n'ont absolument pas besoin de nous parce que la personne séropositive devient autonome quant à sa santé. Il nous reste à l'informer sur ses traitements : « Voici les interrelations, les interactions, fais attention etc. », à s'assurer de la formation des médecins, parce que le médecin reprends son rôle de Dieu le père : « C'est moi qui possède la vérité puis toi ferme ta gueule. » C'est comme les personnes végétariennes, il faut que tu connaisse bien l'alimentation pour être végétarien, pour enlever la viande, alors c'est la même chose pour les personnes séropositives. Et il est clair que tu ne peux pas demander à chaque personne séropositive de bien connaître toute la médication. C'est pour ça qu'on ne faisait pas de manif, j'ai toujours dit que ce n'est pas parce que je suis gai que je suis obligé d'être un militant. Je peux être gai puis vouloir vivre avec mon chum en banlieue avec un chien puis deux chars puis *that's it* puis adopter un enfant. Alors, puis c'est correct, je me suis battu pour que ça soit possible, alors c'est une réussite que ce soit possible, on peut discuter, puis on a eu des discussions, avant de commencer tout ce mouvement pour la libération des gais, on a eu des discussions sur : « On va gagner quoi? On est, à l'heure actuelle dans la marge, mais c'est confortable la marge parce qu'on créé nos propres règles. » Toute cette notion de décence ou d'indécence, quand on était dans la marge, on créait nos propres règles. Maintenant je suis bien obligé de me conformer aux règles. À Divers-cité, on ne voit plus beaucoup de fesses à l'air, parce qu'on est plus prudents, parce qu'on est dans la pleine page.

JA : Dans la normalisation. Alors pour toi alors, c'était l'accent mis sur le traitement?

RL : Oui et la prévention.

JA : Et la prévention bien sûr, Séro Zéro que t'avais fondé.

RL : Laissez aller, oui, mais que j'ai laissé aller, tu sais moi à l'époque, quand on a fondé Séro Zéro et que j'étais au Centre communautaire, j'avais eu des discussions avec des médecins pour ouvrir, pour acheter un immeuble au coin de Amherst et Sainte-Catherine, l'ancienne banque qui est là et qui a été un magasin de tissus. Je voulais qu'on achète ça pour en faire un centre communautaire à l'étage et en bas une clinique médicale parce que c'était payant, je pouvais payer l'immeuble avec le loyer de la clinique médicale. Puis là on pouvait se développer. Ça n'a pas marché. Mais je voulais une clinique médicale qui aurait fait de la recherche sur la santé gaie. Pour moi la santé gaie c'était notre relation à l'alcool, notre relation, notre équilibre émotionnel, possible ou impossible, ou en tous cas qu'il faut examiner, mais tout le reste de la santé gaie, sur le sentiment de culpabilité qui accompagne, etc. Ça n'a pas marché, aujourd'hui Séro Zéro parle de santé gaie mais son concept me semble assez limitatif sur ce que ça aurait pu être. Donc il reste la prévention, à Montréal, mais aussi en région. À la COCQ-sida on se préoccupait beaucoup de ce qui se passait en région. Mais, j'ai quitté la COCQ-sida parce que moi je voulais fermer les groupes. Je voulais fermer les maisons d'hébergement, les fermer comme institutions. Transférer l'expertise où ça doit être, je voulais qu'on garde l'argent et que les salariés [soient transférés] parce que l'expertise c'est les salariés. Ce n'est pas le nom de Chez Ma Cousine Evelyn qui a de l'expertise, ce sont les gens qui travaillent dedans. Alors je voulais que ces gens là aillent travailler dans les lieux où se trouvaient les personnes.

Dans le cas de Chez ma cousine je voulais qu'ils aillent à la Maison du père, chez Old Brewry Misson, c'est là qu'ils doivent être, parce que c'est là qu'ils arrivent, la clientèle elle est là. Arrêtons de la faire venir dans mon endroit, allons la chercher et ça c'est mes employés qui peuvent faire ça. Et dans les maisons sida, plus standards, c'est toute la notion de soins palliatifs, je prends la Maison d'Hérelle, qui avait développée toute une expertise sur les soins palliatifs, alternatifs, la musicothérapie, mais aussi les herbages. Mais aussi, je me souviens il y avait là deux filles qui faisaient toute une expérimentation à partir, moitié amérindienne, moitié alternative, alors, je voulais que cette expertise là s'en aille dans d'autres maisons de soins palliatifs plus générales. Bon, il y avait toute la notion aussi de santé mentale parce que on avait, beaucoup de gens qui venaient, qui avaient des problèmes de santé mentale causés par la consommation ou par le VIH ou dévoilés par l'arrivée dans leur vie de ces deux circonstances là, ou inhérents au fait qu'ils vivaient là. J'ai toujours dit que quand tu arrives dans le rue, t'as peut-être pas de problème de santé mentale en arrivant, mais c'est sûr qu'au bout d'un an tu en as, parce que tu peux pas traverser ça puis rester équilibré. Je voulais qu'on ferme les maisons d'hébergement, des groupes sida, des groupes sida gai, qui n'avaient plus de raison d'exister et qu'on transfère cette expertise au Centre des gais et lesbiennes ou bien en région, qu'on crée des groupes d'accueil gais, mais qu'on profite de cette expertise là. La COCQ-sida l'a rejeté, a rejeté mon idée et c'est une des raisons pour lesquelles j'ai quitté en 2002, pour aller au Burkina parce que là tout est possible.

JA : Alors t'avais peut-être des idées peut-être trop avancées?

RL : Bien c'est à dire que.

JA : Pour ce qu'ils comprenaient comme étant...

RL : J'ai fait la même chose au niveau des autres groupes non sida. Un groupe communautaire ça vient au monde pour répondre à un besoin, il faut valider si le besoin est toujours là, et si'il n'est plus là, il fait avoir le courage de dire : « C'est merveilleux on a réussi, on ferme. » Mais naturellement, le problème c'est les salariés et je te dirais c'est les gens qui n'ont pas d'autre raison de vivre que l'organisme qui a été créé, peu importe qui l'a créé. Et ça il y en a beaucoup. Il y a des gens qui allaient à cette époque-là dans les groupes sida, parce qu'il n'y avait pas d'autre place où ils pouvaient se retrouver. Alors, c'est parfait, continuons à les accueillir, mais n'appelons plus cela sida, c'est faux. Que ce budget là serve à créer un groupe qui va répondre à ce besoin là. Mais identifions le besoin, mais le problème ça a toujours été les employés, qu'est-ce que tu fais des employés? Tu leur fais pas perdre leur *job*.

JA : Tu veux pas être le méchant.

RL : Bien, oui, ça je n'ai pas de misère, mais il faut substituer. Il faut dire à ces employés là : « Ton expertise vaut quelque chose puis on va la transférer, on va l'amener ailleurs. »

JA : Mais ça c'est parce que tu voyais une chute de la demande?

RL : Ah bien oui, c'est clair. Il n'y a plus de raison d'avoir de groupe sida, je le maintiens. Ça n'a plus de raison d'exister, la prévention oui, les médicaments, tout l'aspect traitement, oui, quoi que de moins en moins, mais un groupe sida qui va avoir des groupes de discussion ça existe plus, parce qu'il y a personne qui veut discuter.

JA : [rires] J'ai été samedi dans un groupe de discussion de séropositifs, mais ça existe, mais c'est vrai que, l'urgence a beaucoup changé, l'état des lieux a changé depuis cette époque.

RL : Bien c'est à dire, il faut faire attention, les gens qu'on recevait à, en tous cas la fin où j'y étais, étaient des gens qui arrivaient multi poqués. Le sida est un des facteurs, alors, arrêtons d'appeler ça sida, parlons de je sais pas quoi, puis là identifions, encore une fois, identifions le besoin. Je n'ai pas de misère à dire qu'il faut que ces gens là continuent. On a réussi à fermer une maison d'hébergement à Sherbrooke. Mais c'était une petite maison d'hébergement, et je me souviens d'être allé rencontrer les personnes séropositives là bas, pour leur dire : « On te garantit que tu va avoir des services le jour où tu va en avoir besoin, mais on va pas maintenir la maison ouverte avec un résident au cas où toi tu en aurais besoin. Je te garantis que le jour où tu va en avoir besoin il va y avoir des services pour toi, adapté à ton besoin. »

JA : À Sherbrooke.

RL : À Sherbrooke, mais on va pas maintenir la maison artificiellement ouverte. On s'était entendus avec le ministère là bas, le Service de santé publique : « L'employé qui est là à la maison, qui a l'expertise, c'est lui qui a l'expertise, c'est lui qui va prendre soin de toi le jour ou tu va en avoir besoin et qui va être le *leader* de l'équipe qui va prendre soin de toi. Voici où on va l'envoyer, et lui va s'assurer que l'expertise qu'il a va être conservée. Mais pas juste pour toi, elle va être

conservée pour les maisons, ça va devenir une maison de soins palliatifs qui va accueillir des personnes, alors quand tu va en avoir besoin, c'est là que tu va aller. Ce n'est plus ici. »

JA : Alors on est loin de l'épidémie à ce moment là.

RL : Tout à fait, pour moi il n'y a plus d'épidémie. Il y a encore une épidémie dans les pays pauvres, mais ici au Québec il y a encore des gens qui s'infectent, oui, mais ils peuvent trouver des réponses sans qu'il y ait un groupe sida. Ils peuvent trouver des réponses à leurs besoins. Si tu es infecté demain matin, il y a des cliniques médicales où on va bien te soigner, puis on peut être référé là. Et toute l'absorption du phénomène : « Oui j'ai le sida », mais ce n'est plus un condamnation à mort.

[...]

AS: We try to remember the people that we can't interview. So, if there is anyone, any stories that you would like to tell about, people who died, or who were active militants during that time.

RL: Les gens qui étaient là à l'époque, dont je me souviens c'est, celui qui a été directeur de CPAVIH, l'avocat, il est roux, il est diabétique...

JA : Qui n'est plus avec nous?

RL : Non, qui est toujours vivant.

JA : C'est pas Ken Monti?

RL : Non Ken est maintenant à la COCQ-sida. Douglas qui est décédé, Michael, Elizabeth Neve avec qui j'ai travaillé. Mais au niveau du sida, il n'y avait pas beaucoup de femmes avec qui on travaillait, il n'y avait aucune personne de la communauté noire. Ils trouvaient leur réponse ailleurs et au niveau des toxicomanes, Richard, qui était un employé du ministère de la Santé, oh, Seigneur, je n'ai aucune mémoire, vraiment aucune mémoire, c'est pour ça je voyage léger, je ne transporte aucun souvenir. Johanne Otis, qui était à Oméga avec qui la communauté gaie a beaucoup travaillé.

JA : Et pour ces personnes qui sont décédées soit pendant la période discutée ou après, ce n'es pas toujours du sida qu'ils sont morts, mais est-ce que tu aimerais nommer des gens?

RL : J'ai plein d'images qui me reviennent de gens. Le directeur de la Maison Plein Coeur, un gros bonhomme joufflu, mais le fondateur de la Maison Plein Coeur, qui a joué un rôle, mon Dieu, qui avait, comment c'est bête... lui quand il a appris, il avait une fortune personnelle, fortune familiale, pas énorme, quand il a appris qu'il avait le sida, il s'est dit : « Bon bien je vais vivre tant d'années, donc, tant d'années, voici le montant dont j'ai besoin pour couvrir mes frais vitaux. Le reste je peux le donner », et c'est comme ça qu'il avait fondé Maison Plein Coeur. C'est lui qui a engagé le premier coordonnateur de Maison plein cœur qui était dans un petit logement dans le Village,

c'était lui, qui a même son argent l'a payé en attendant qu'ils aillent chercher de l'argent. Comment il s'appelait? Mon Dieu Seigneur... Michael pourrait vous dire ça, Michael c'est la bibliothèque, il va vous en sortir des noms lui. Alors il y a le fondateur de la Maison Plein Coeur, qui est décédé du sida, qui était très engagé, autant dans la communauté anglophone, qui venait de la communauté anglophone et qui a embarqué dans la communauté francophone je dirais en créant la Maison Plein Coeur et en négociant avec la Santé publique. Chez Ma Cousine Evelyn, la fondatrice Evelyn, je ne me souviens pas de son nom... Ken Morrison... Estie, que j'ai pas de mémoire.

JA : Mais c'est correct parce que l'on a épuisé les questions. Unless you [Alexis] have another? I am out of questions.

RL : C'est une catastrophe de pas avoir de mémoire comme ça, mais je n'ai jamais eu de mémoire.

JA : C'est parce que tu vis dans le présent.

RL : Oui, je voyage léger. [rires]

AS : C'était fantastique.

RL : Mais, ce qui se perd de tout le travail qu'on a fait, autant du côté gai que du côté sida, c'est, un, les soins palliatifs, l'expertise se perd, et ça c'est une catastrophe et tout le discours non victimisant du malade se perd, ça aussi c'est une catastrophe. Je présume que l'être humain n'est pas capable d'assumer cette autonomie, à l'âge que j'ai, mais surtout après tout ce que j'ai vu, je suis arrivé à croire que l'être humain est paresseux. Puis c'est correct, dès que quelqu'un peut prendre en charge des choses, il se retire. Il confie, facilement, d'où les deux voies, le modèle anglophone, où je me confie au prêtre, au pasteur, je lui confie mes problèmes et c'est à lui à les gérer. Puis du côté francophone, où on confie à l'État notre bien-être. Ce matin, qui est un matin ordinaire, on était au petit déjeuner, Guy sur son cellulaire, moi sur le mien, et le petit sur l'ordi. à regarder [nos appareils]. Je porte pas de jugement, je peux comme père être enragé : « Puis voyons, notre besoin de communication! » Mais si je ne porte pas de jugement, je suis obligé de constater qu'on est là. C'est assez extraordinaire, j'étais là au petit déjeuner, à regarder mon cellulaire où on avait fait un court-métrage qui disait comment c'était catastrophique! [rires]

JA : La dépendance aux technologies. [rires]

RL : Oui, et la destruction que ça implique et l'abandon de la collectivité. C'est peut-être ça qui est le plus catastrophique. La collectivité disparaît pour devenir des multitudes d'individus, plus, ça peut être deux trois personnes, ici on est trois, et je vais me sentir agressé si on attaque ces trois là, mais *that's it*.

JA : Mais en même temps on avait 110 000 personnes à la Place des Arts apparemment hier, pour défendre les centres de la petite enfance?

RL : Oui, mais le Printemps érable, on était 250 000 dans la rue et il n'en résulte rien.

JA : Bon.

AS : Ok.

RL : Je fais juste constater.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]